

## [Traduction]

Cela augure fort bien de la participation du député aux débats futurs de la Chambre. Je lui recommande vivement de le faire avec autant de brio qu'aujourd'hui.

En premier lieu, comme je représente une circonscription du nord de l'Ontario, je m'intéresse de très près aux questions concernant cette région. Je suis extrêmement satisfait des dispositions du budget qui touchent le nord de l'Ontario. Le crédit d'impôt à l'investissement de 10 p. 100 sera très avantageux pour notre industrie, surtout celle des pâtes et papier. L'industrie des pâtes et papier du nord de l'Ontario se retrouve avec un équipement désuet face à un marché en plein essor. Je recommande vivement aux grosses compagnies de l'industrie des pâtes et papier du nord de l'Ontario de bénéficier du crédit d'impôt à l'investissement de 10 p. 100 pour renouveler leur équipement et rénover leurs vieilles usines.

La mesure visant à stimuler l'industrie minière est l'une de celles qui me paraissent être les plus intéressantes et les plus importantes. Après l'apparition des chemins de fer dans les années 80 du siècle dernier, l'industrie minière du nord de l'Ontario a connu une forte expansion qui est toujours restée sans égale au Canada. En effet, l'industrie minière a toujours été un facteur essentiel dans l'économie du nord de l'Ontario et, par conséquent, dans celle de l'Ontario et du Canada. Il est encourageant de voir la réaction positive qu'a eue cette industrie à l'égard des initiatives gouvernementales telles, entre autres, l'augmentation du pourcentage déductible des dépenses d'expansion qui a été porté de 30 p. 100 à 100 p. 100.

● (2122)

En outre, le gouvernement a fait connaître son intention de permettre l'amortissement des coûts se rattachant aux localités et aux actifs sociaux de nouvelles mines, une autre initiative qu'a appuyée l'industrie.

On peut voir un autre exemple de récente collaboration avec la province dans un bill présenté lors de la dernière session de la législature ontarienne visant à permettre l'amortissement du matériel d'exploitation minière. Cet amortissement fiscal va très bien avec les amortissements qui ont été annoncés, et j'encouragerais le gouvernement de l'Ontario à renouveler ses efforts en vue d'adopter cette mesure législative qui est morte au *Feuilleton* de la session précédente. C'est une excellente initiative que nous présentons et j'espère qu'elle recevra l'appui du gouvernement de l'Ontario.

Nous avons été encouragés dans le passé par les résultats de nos efforts de collaboration avec le gouvernement de la province. On en voit un exemple dans le récent accord conclu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario prévoyant l'affectation de 2.3 millions de dollars pour des relevés géoscientifiques entrepris dans la région de Kirkland Lake, région qui, comme Votre Honneur le reconnaîtra, a été une des régions minières les plus productives dans le passé.

J'aimerais dire au sujet de ces propositions du budget que mon bureau a communiqué avec certaines des grandes entreprises minières. L'année dernière, j'ai visité quelques-unes de ces grandes exploitations minières dans le nord de l'Ontario pour me familiariser avec les conditions qui y existent. Cela m'a permis d'établir un lien avec l'industrie qui a donné lieu à un échange important d'information. L'industrie a essentiellement approuvé les dispositions du budget.

## Budget—M. Blais

Vendredi dernier, j'ai prêté une oreille attentive à la thèse soutenue par le député de York-Simcoe (M. Stevens). Je n'ai assisté qu'à une petite partie de son discours et cela m'a suffi. Pour diverses raisons, je devrais partir mais j'ai bien vu en lisant son discours que j'avais manqué bien peu de chose après ce que j'avais entendu.

Sa critique du gouvernement a porté sur les sociétés de la Couronne. Soutenant qu'il serait avantageux de les remettre à l'entreprise privée, il a déployé beaucoup d'éloquence en parlant de ces sociétés. Selon lui, le gouvernement ne devrait plus créer de nouvelles sociétés mais instituer un programme de dénationalisation. Il a malheureusement pris deux exemples de nationalisations remarquables. D'abord Petro-Canada, puis la Société d'expansion des entreprises.

Prenons d'abord le cas de Petro-Canada. J'ai d'excellents souvenirs à son sujet. J'étais membre du comité des ressources nationales et des travaux publics quand le comité et le Parlement en ont approuvé le principe. J'ai suivi l'évolution de cette idée, j'ai assisté à sa création et à ses tentatives dans le secteur privé. Les progrès qu'elle a faits sont dignes d'éloges, à mon avis. Je m'étonne que les Conservateurs s'en servent pour marquer leur opposition aux sociétés d'État et pour dissuader le gouvernement de défendre les intérêts du pays. Je m'étonne, par exemple, qu'ils trouvent à redire d'une société nationale qui opère au sein d'une industrie très importante au Canada, l'industrie pétrochimique, surtout lorsque d'autres sociétés nationales de gouvernements étrangers se sont taillé une place dans ce secteur. Les députés savent fort bien que la British Petroleum est très active et qu'elle investit des capitaux. Ils n'ont absolument rien contre les activités de ces sociétés au Canada et il ne leur viendrait pas à l'esprit de demander que le gouvernement britannique dissuade la BP de participer aux opérations dans la mer du Nord. Je trouve plus qu'étrange que des députés de l'opposition sentent le besoin de s'opposer à l'initiative du gouvernement qui fait une place à une société nationale dans l'ouest du Canada.

Les députés de l'opposition savent très bien, surtout les députés d'Alberta, que d'autres sociétés nationales ont investi dans ce domaine, ces sociétés nationales appartenant à l'Italie, à la France, à l'Allemagne et au Japon. Les gouvernements de ces pays ont décidé d'investir dans ce domaine et il n'y a pas de mal à cela. Cependant, dès que le gouvernement du Canada décide de créer une société nationale pour protéger nos intérêts, il se fait critiquer.

## [Français]

Monsieur le président, le député de York-Simcoe (M. Stevens) nous disait, et je cite:

... le gouvernement ne peut plus se payer le luxe de posséder des sociétés telles que Pétro-Canada.

... et ...

... que l'acquisition de Pacific Petroleums ne fera pas produire un seul baril de pétrole de plus au Canada et ne créera pas un seul emploi.

Pour ces raisons, les progressistes conservateurs veulent restituer Pétro-Canada au secteur privé. Je m'inscris en faux contre de telles affirmations. On sait que l'énergie est devenue un élément de plus en plus important de la politique publique. On sait que l'interaction du gouvernement avec l'industrie privée est aussi devenue de plus en plus importante et de plus en plus complexe. Le fossé de communication qui peut exister entre le gouvernement et l'industrie privée constitue des obsta-